

<http://divergences.be/spip.php?article3385>



Au sujet du grand débat macronien...

- Aujourd'hui - Gilets Jaunes, mais qu'est ce qu'il se passe ? - G.J. - Textes, divers, -



Date de mise en ligne : dimanche 3 février 2019

Copyright © Divergences, Revue libertaire internationale en ligne - Tous

droits réservés

Colmar janvier 2019

Macron envisage surtout dans sa « lettre » du 13 janvier cette consultation comme une discussion technique autour de questions administratives. Quand les GJ parlent d'ISF, il ne répond que du point de vue technocratique de la rentabilité de cet impôt, il ne répond pas justice fiscale. Quand il élude la question fondamentale de la définition d'un minimum de vie décent, il ne répond que grands équilibres macro-économiques. A ce titre, la banderole du cortège des GJ de Bourges (acte IX) : « quand on te dit, nous ce qu'on veut c'est pouvoir bouffer jusqu'à la fin du mois, c'est quoi le mot que tu comprends pas ? », est tout à fait révélatrice d'une incapacité totale du pouvoir à comprendre le quotidien vécu des gens.

Ce qu'il souhaite c'est discuter le bout de gras autour de questions aussi triviales que possibles, forcer le mouvement social à se mouiller sur des propositions bureaucratiquement « réalistes », et de laisser les grandes questions éthiques comme la justice, l'égalité, la dignité, le sens de la vie, etc., aussi loin que possible loin de toute interrogation de fond.

L'entourloupe du débat macronien réside dans sa tentative de faire émerger chez les citoyens un flot de propositions prétendument « concrètes » pour noyer la question de la légitimité de l'insatisfaction générale, et ne surtout pas aborder ces questions au seul niveau où elles peuvent être traitées : celui de l'émergence nécessaire de droits universels, droit qui reposent sur l'égalité de tous. Plus les propositions et avis particuliers seront nombreux, plus ils ont de chances d'être contradictoires, et plus il pourra justifier la nécessité technique où il se trouvera de devoir donner une cohérence à ce qui sera présenté certes comme la richesse de l'expression populaire, mais qui telle un jardin en friche devra être réorganisée par un chef jardinier compétent. On devine déjà lequel.

Quand le pouvoir prétend que la démocratie directe n'est pas possible, pas réaliste, il dit que des millions de citoyens ne peuvent pas tous avoir les compétences techniques nécessaires pour juger de la pertinence technique des politiques mises en oeuvre. Par contre, ce qu'il ne dit jamais, c'est que les citoyens ont la légitimité politique pour juger du caractère juste ou injuste, éthique ou non, égalitaire ou non, universel ou pas, des décisions prises. Ce n'est pas parce qu'un pouvoir donné est élu, en général sur de grands principes (encore que cela est de moins en moins vrai, tellement les postulants au pouvoir ne font que nous vendre un catalogue de mesures techniques à la place de l'expression claire et intelligible des principes qu'ils prétendent mettre en oeuvre) que les mesures qui traduisent, selon eux, ces grands principes doivent nécessairement et automatiquement y être conformes. Le pouvoir représentatif, quoi qu'on en pense par ailleurs, confond sa légitimité légale issue des élections avec la légitimité automatique de la politique qu'il mène : la légitimité du jugement citoyen permanent de l'action gouvernementale devrait pourtant relever de l'évidence démocratique. C'est un abus extraordinaire de considérer les citoyens essentiellement comme des usagers ou des clients, c'est la constatation quotidienne de la négation de leur souveraineté.

Le pouvoir doit être pris au mot lorsqu'il nous affirme qu'il n'est plus possible de rémunérer « dignement » le travail salarié, que l'augmentation du salaire minimum est devenu économiquement insoutenable : cela veut en effet dire que le contrat social tacite tel qu'il s'est constitué depuis la dernière grande guerre mondiale, contrat implicite qui reposait sur un certain partage minimal des fruits économiques de la croissance (quoi qu'on puisse en penser) n'est plus pertinent. S'il n'est plus possible de permettre aux gens qui travaillent de vivre avec un minimum de décence de leur salaire, cela veut dire que le travail salarié ne peut plus être la base du vivre ensemble. La chasse aux sorcières (au sens propre de l'expression) faite à l'encontre des chômeurs, des pauvres, des exclus et précaires de toutes sortes, au nom du Travail, du travail considéré comme une abstraction idéalisée, et non dans sa réalité vécue, relève donc bien d'une logique inquisitoriale (au sens religieux du terme). Le pouvoir attaque les exclus du salariat en tant que responsables individuels de leur situation (comme il vient encore un fois de le faire à Gasny en parlant de ces

assistés qui déconnet), pour masquer, pour tromper, pour mentir, pour faire oublier que la légitimité temporaire accordée à leur position de gouvernant (quoi qu'on en pense), ne tient qu'à sa capacité à faire vivre cette promesse de pouvoir donner à tout le monde du travail qui permette de subvenir à ses besoins.

Le scandaleux forçage médiatique du pouvoir contre les pauvres est donc directement une tentative pour justifier son irresponsabilité : si les pauvres étaient responsables de leur situation, cela voudrait dire que les pauvres seraient foncièrement responsables de la pauvreté elle-même, que ce sont les pauvres qui seraient responsables de la situation économique difficile du pays, que ce seraient les pauvres qui empêcheraient le pouvoir de garantir au monde de l'économie le minimum de stabilité dont il a besoin pour ses affaires. Bref, si le pays va mal ce serait d'abord parce qu'il y a des pauvres qui ne veulent pas travailler ! Non, non et encore non. Accepter l'idée que les pauvres sont fondamentalement responsables de leur situation, alors qu'ils n'ont aucune responsabilité et aucun droit de regard effectif sur le fonctionnement réel de l'économie et des entreprises, relève d'une stratégie consciente de division de la population, de stigmatisation de l'exclusion, qui empêche de traiter la pauvreté comme un problème interne grave du fonctionnement soit disant « normal » de la société. C'est oublier un peu vite que s'il y a des pauvres c'est d'abord essentiellement parce qu'il n'y a pas de travail pour tout le monde, quoi qu'en dise le gouvernement, et que la règle du jeu, à l'origine du chômage, c'est toujours, depuis toujours, de rémunérer les salariés le moins possible. On nous répète tous les jours, sur tous les tons, que le travail est un marché, c'est-à-dire que celui qui est embauché est par principe celui qui accepte de travailler moins cher que son voisin à compétences égales. On nous dit aujourd'hui que pour s'en sortir il faut acquérir plus de compétences que son voisin. Ce qu'on ne dit jamais c'est ce que devient ce voisin.

La force du mouvement des GJ réside précisément dans le fait qu'il n'est pas vraiment dans ce registre : il revendique « simplement » de pouvoir vivre de son travail. Si une telle revendication est aujourd'hui si explosive, si scandaleuse, c'est parce qu'elle heurte de front une réalité devenue fondamentale, incontournable : le travail ne paie plus, le travail ne permet plus de vivre, il n'y a plus assez de travail pour tout le monde ! Si ce mouvement est si extra-ordinaire c'est précisément qu'il pose avec raison la question de la qualité nécessaire de la vie quotidienne comme préalable à toute discussion générale. Cette attitude a le mérite de court-circuiter toutes les justifications traditionnelles, politiques et économiques, des gouvernants : et l'objectif du grand débat macronien est bien de tenter de réinscrire l'insatisfaction existentielle des GJ dans le carcan des discours conventionnels qui, absolument tous, reposent sur la nécessité d'accepter de remettre à plus tard la résolution du mal-vivre quotidien, au nom de prétextes sur lesquels les pauvres n'ont pas de prise. L'argument central serait que les caisses sont vides : mais si elles le sont réellement, si on n'a aucune chance d'être payé en retour pour nos sacrifices, c'est encore bien pire, et les GJ rajouteraient une couche supplémentaire de légitimité à leur action ! La vie n'aurait alors d'évidence plus aucun sens. Ce grand débat est bien un piège redoutable car il s'agit soit de noyer le mal-vivre global exprimé par les GJ dans une infinité de réponses sectorielles, soit de disqualifier ce mal-vivre au prétexte qu'il n'a pas de revendications réalistes car il ne réussit pas à s'inscrire dans un traitement technocratique. Le piège est de chercher à faire croire que si le mouvement des GJ ne réussit pas à s'inscrire dans le grand débat dans un premier temps, dans le processus électoral dans un deuxième, c'est qu'il n'y aurait pas d'autre alternative à l'organisation actuelle du pouvoir et de l'économie. Le piège c'est d'amener à penser que ce seraient les hommes qui devraient être au service de l'économie, et non l'inverse, que ce seraient les citoyens qui devraient être au service de l'état, et non l'inverse. La force actuelle du mouvement des GJ est de ne pas se rendre aux raisons économiques qui empêchent de rémunérer décemment le travail salarié, et de refuser toutes les fausses raisons qui justifieraient cette situation : c'est cela sa seule vraie force, et c'est celle-ci qui fait trembler le pouvoir, le terrorise et explique le degré de violence, verbal, institutionnel et policier, de ses réponses.